

*Questions orales*

[Français]

Alors, ma question s'adresse au ministre sur un autre sujet. Pourtant, c'est très clair: des manifestants se font arrêter sur la Colline, on met fin aux programmes de communication des autochtones, les débats sur la TPS au Parlement sont interrompus, et les femmes du Canada sont ignorées. La ministre est-elle prête à assumer ses responsabilités au sein du Cabinet et à se battre pour réinstaurer les programmes pour les femmes du Canada?

[Traduction]

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, je suis sûre que ma collègue n'excuserait jamais une personne qui viole la loi.

Mon collègue, le secrétaire d'État, a déclaré la semaine dernière à la Chambre que des fonds spéciaux destinés à financer des projets avaient été mis à la disposition de Terre-Neuve et de la Colombie-Britannique et que des hauts fonctionnaires avaient rencontré, à Terre-Neuve, la semaine dernière, des dirigeantes des centres pour femmes, pour les aider à décider de quelle façon elles veulent procéder. L'argent est là. Il est disponible pour les centres de femmes si elles veulent en profiter.

Je voudrais dire aussi à ma collègue que notre gouvernement a fait des efforts considérables pour les femmes de Terre-Neuve. Il a ouvert, il y a quelques mois à St. John's, à Terre-Neuve, grâce à une subvention de 800 000 dollars de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, un centre d'aide pour les femmes qui veulent ouvrir une entreprise. Voilà un exemple des divers moyens que nous pouvons prendre pour appuyer les services destinés aux femmes à Terre-Neuve et au Canada.

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser à la même ministre.

Je pense que la ministre a ses priorités à l'envers. D'ici à ce qu'elle lance l'armée contre les Canadiennes. . .

**Des voix:** Oh, Oh!

**Mme McLaughlin:** Monsieur le Président, la ministre responsable de la situation de la femme a dit à l'époque des compressions budgétaires qu'elles pourraient avoir des effets désastreux. Ce que disent les Canadiennes, c'est que ces effets sont déjà désastreux, si la ministre veut bien leur prêter l'oreille. Ce qui est en cause ce sont les services destinés aux femmes battues et à celles qui ont des difficultés familiales et à celles qui ont besoin

d'aide pour s'intégrer dans le marché du travail. Ce sont des services essentiels.

Est-ce que la ministre va rétablir le financement de base de ces centres? Elle sait que le financement par projet ne suffit pas à garder ces centres en activité, et que c'est du financement de base que nous parlons.

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Madame la Présidente, il importe, je pense, de faire une mise au point. Tout d'abord, le programme de promotion de la femme du secrétariat d'État est un programme limité qui a pour but de financer les activités promotionnelles et éducatives des organismes féminins. Il n'est pas conçu pour financer les services à l'intention des femmes. Il est dit très nettement dans la mission du programme de promotion de la femme qu'il ne finance pas de services à l'intention des femmes.

Pour ce qui concerne les services à l'intention des femmes dans les provinces d'Ontario, du Manitoba et, pour une large part, dans la province de Québec, c'est le gouvernement provincial qui s'en charge, avec la participation pour moitié du régime d'assistance publique du Canada. Il faudrait travailler comme la province de Colombie-Britannique, ainsi que le mentionnait mon collègue, à un groupe d'étude chargé de chercher les modalités propres, les modalités d'un meilleur financement propre à assurer les services à l'intention des femmes dans les provinces de Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, où les gouvernements provinciaux ne s'en occupent pas.

Je suis disposée à collaborer avec eux, et j'espère qu'ils le sont de leur côté, pour faire en sorte que ces services soient assurés.

\* \* \*

**PRÉSENCE À LA TRIBUNE**

**M. le Président:** Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de l'honorable A. W. Lacey, ministre du Commerce et de la Technologie de la province du Nouveau-Brunswick.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**LES PÊCHES**

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Monsieur le Président, j'adresse ma question au ministre des Pêches suppléant et au premier ministre suppléant, comme le veut le dernier de ses nombreux rôles de suppléance.